



Communiqué de presse

Mouvement contre le **R**acisme et pour l'**A**mitié entre les **P**euples

43 boulevard de Magenta - 75010 Paris

01 53 38 99 82 - www.mrap.fr - mrap@mrap.fr

 @MrapOfficiel  @MRAPOfficielNational

Communiqué collectif

Tunisie : halte à la dérive raciste et sécuritaire Non au discours haineux prôné par les plus hautes autorités tunisiennes !

Manifestation de soutien aux migrants subsahariens en Tunisie

Rassemblement **vendredi 3 Mars 2023 17h-19h**

Ambassade de Tunisie à Paris

Place André Tardieu 75007 (Métro Saint François Xavier Ligne 13)

Secouée par une dérive autoritaire sans précédent, la Tunisie vient de franchir un nouveau pas dans l'inadmissible : l'adoption par le chef de l'Etat et le conseil national de la sécurité d'une série de mesures découlant directement de thèses racistes et xénophobes qui visent les migrant(e)s subsaharien(ne)s.

Les déclarations officielles au plus haut niveau de l'Etat viennent ainsi conforter dans un élan populiste qui tient lieu de ligne politique une campagne haineuse qui est menée depuis un certain temps et qui risque d'ébranler le tissu social et une population déjà fortement malmenée par les conséquences des crises socio-économiques.

Cette dérive raciste, déclenchée par une minorité, est un coup porté aux aspirations de la révolution fondée, faut-il le rappeler, sur les valeurs de liberté, de justice, d'égalité et de dignité.

Portée dans un premier temps par quelques groupes et relayée par certaines pages des réseaux sociaux proches du pouvoir tunisien, cette campagne reprend à son compte les pires travers des idéologies et des thématiques prônées par les mouvements identitaristes et d'extrême-droite en Europe et aux Etats-Unis. En effet, outre le fait qu'ils exigent l'expulsion des migrant(e)s subsaharien(ne)s, les initiateurs de cette campagne reprennent à leur compte la thèse xénophobe du « grand remplacement ». Ces derniers n'hésitent même plus à demander l'abrogation de la loi criminalisant les actes, propos et discriminations racistes, loi adoptée le 23 octobre 2018.

Association nationale d'éducation populaire - Organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès des Nations Unies - Membre de la Commission Nationale consultative des Droits de l'Homme

Habilitée à intervenir en zone d'attente

Agrément d'éducation nationale - Association créée en 1949



Communiqué de presse

Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples

43 boulevard de Magenta - 75010 Paris

01 53 38 99 82 - www.mrap.fr - mrap@mrap.fr

[@MrapOfficiel](https://twitter.com/MrapOfficiel) [@MRAPOfficielNational](https://www.facebook.com/MRAPOfficielNational)

Nous, Tunisien(ne)s vivant à l'étranger qui, à un moment ou un autre de notre parcours dans les pays d'accueil, avons été confrontés aux discours xénophobes et actes racistes, pouvant même parfois aller jusqu'à l'assassinat, nous ne pouvons admettre qu'en Tunisie se diffusent et se banalisent aussi facilement des discours haineux et racistes.

Nous comptons sur la solidarité active de toutes celles et tous ceux qui ont toujours lutté contre le racisme et la xénophobie et les appelons à faire barrage avec nous à cette ignominie et à nous aider dans notre combat pour une Tunisie libre, démocratique et accueillante.

Nous exigeons

- l'arrêt des poursuites et arrestations arbitraires contre les migrant(e)s subsaharien(ne)s
 - La libération immédiate des migrants arrêtés
- . la dénonciation des propos et actes racistes et l'application de la loi 2018-50 (anti raciste) du 23 octobre 2018.

Nous appelons tous les démocrates et la société civile en Tunisie à condamner sans réserve ce nouveau discours officiel étranger à notre histoire et à notre culture et ces campagnes haineuses et xénophobes.

Nous les exhortons à manifester leur solidarité active aux migrants subsahariens.

Nous appelons les Tunisien(ne)s en France et à l'étranger de dénoncer activement le racisme et la xénophobie dans notre pays.

Nous appelons tous les démocrates en France et en Europe au soutien et à la solidarité

LE RACISME N'EST PAS UNE OPINION, C'EST UN DELIT ! IL DOIT ETRE COMBATTU !

Premiers signataires :

Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie (CRLDHT) ; Association démocratique des tunisiens en France (ADTF) ; Association des tunisiens en France (ATF) ; Collectif 3C ; Fédération des Tunisiens Citoyens des deux Rives (FTCR) ; Le Pont de Genève ; Réseau euromaghrébin citoyenneté et culture (REMCC) ; Uni'T Tunisie ; Union des travailleurs immigrés tunisiens (UTIT) ; Courant démocratique France-Nord ; El Jomhuri France ; El Massar France ; Ettakatol France ; Parti des Travailleurs-section France

Association nationale d'éducation populaire - Organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès des Nations Unies - Membre de la Commission Nationale consultative des Droits de l'Homme

Agrément d'éducation nationale - Association créée en 1949



Communiqué de presse

Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples

43 boulevard de Magenta - 75010 Paris

01 53 38 99 82 - www.mrap.fr - mrap@mrap.fr

 @MrapOfficiel  @MRAPOfficielNational

Soutien :

Associations:

Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA) ; Assemblée des citoyens originaires de Turquie (ACORT) ; Association Femmes plurielles (FP) ; Association des marocains en France (AMF) ; Association de défense des droits de l'homme au Maroc (ASDHOM) ; Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF) ; Association de taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC)

Cedtim / IPAM ; CIBELE (Ile de France) ; Coalition internationale des sans-papiers et migrants (CISPM) ; Collectif des sans-papiers 75 (CSP75) ; CORENS (Hauts de France) ; Europe solidaire sans frontières (ESSF) ; Fondation Frantz Fanon ; Forum Palestine Citoyenneté ; Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés (GISTI) ; Ligue des droits de l'Homme (LDH) ; Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) ; NECFA, échanges franco-algérien (Paris) ; Réseau euromed France (REF) ; Réseau féministe «Ruptures » ; Riposte Internationale ; Solidarité Internationale LGBTQI+ ; SOS Racisme ; Statewatch (Royaume Unie) ; Union Juive Française pour la Paix (UJFP)

Syndicats

Confédération française démocratique du travail (CFDT) ; Confédération générale du travail (CGT) ; Fédération des syndicats unifiés (FSU) ; Union syndicale Solidaires ; Union nationale des étudiants de France (UNEF)

Partis

Ensemble ; Europe écologie les verts (EELV) ; Pour une écologie populaire et sociale (PEPS) ; La France Insoumise (LFI) ; Mouvement des progressistes (MDP) ; Nouveau parti anticapitaliste (NPA) ; Parti communiste français (PCF) ; Parti communiste des ouvriers de France (PCOF)